

17/09/2026

Nicole Gnesotto,
Vice-présidente de l'Institut Jacques
Delors

BLOG — POST

Réarmements européens : l'urgence d'une "stratégie de défense hybride"



Les dépenses militaires mondiales ne cessent d'augmenter : en 2025, elles avaient atteint 2900 milliards de dollars, soit 2,5 % du PIB mondial, un niveau jamais atteint depuis dix-sept ans. En 2026, le conflit en Iran et la perpétuation de la guerre en Ukraine entraîneront inévitablement ces sommes vers de nouveaux sommets.

Une fois n'est pas coutume, c'est en Europe que la hausse est la plus importante. Après des décennies de confort stratégique, les Européens sont en effet revenus à la réalité brutale des rapports de force : sous la double impulsion de la guerre russe contre l'Ukraine (et peut-être au-delà) et de l'imprévisibilité, voire de la trahison américaine, une sorte de réveil militaire européen s'est déclenché en 2022. Les chiffres publiés sur le site du Conseil de l'Union sont même édifiants : les dépenses de défense des pays de l'UE en 2026 ont augmenté de 8,6 % par rapport à l'année précédente et de 75,3 % par rapport à 2021. Elles atteindront 454 milliards d'euros en 2026, selon toute vraisemblance, soit une moyenne de 2,4 % du PIB de l'UE. Les industriels de la défense sont les premiers contents : leur chiffre d'affaires a augmenté de 48 % entre 2021 et 2024.

D'après une autre source tout aussi fiable, le SIPRI, le rythme d'augmentation des dépenses de l'OTAN n'aurait jamais été aussi fort depuis 1953. Les autres pays ne sont pas en reste : la Russie dépense 5,9 % de son PIB pour la défense (190 milliards de dollars), l'Ukraine en est à 40 % (84 milliards), tandis que les États-Unis ont dépensé 954 milliards en 2025 et prévoient 1000 milliards en 2026 (soit 3,2 % du PIB).

S'agissant de l'Europe, pourquoi tous ces chiffres sont-ils à la fois rassurants et insatisfaisants ? La réassurance vient de la prise de conscience collective des pays européens à l'égard de leur nouvelle vulnérabilité : continuer à aider l'Ukraine (220 milliards d'euros ont déjà été affectés à la défense de ce pays depuis le début de la guerre) et renforcer sérieusement les capacités de défense, telles sont les deux axes prioritaires et désormais consensuels. Tous les pays ont atteint les 2 % du PIB, y compris l'Allemagne, désormais à 2,3 % avec 114 milliards d'euros en 2025 pour la défense. La Pologne est leader de ces augmentations, avec 4,7 % de son PIB affecté à la défense.

L'inquiétude vient d'abord de la cohérence de tous ces efforts, ou plutôt de l'absence de cohérence. Certes, il faut parer au plus pressé de la menace russe et doter les armées de solides équipements. Toutefois, continuer d'acheter des matériels américains pose question : pourtant favorables à davantage d'autonomie stratégique de l'Europe, la Finlande, l'Allemagne, la Suède achètent en effet des chasseurs F35, dont les États-Unis peuvent pourtant bloquer l'usage si leur propre intérêt l'exige. Berlin vient aussi d'acheter pour plus de 3 milliards de dollars des missiles de croisière américains Tomahawk à longue portée, que les États-Unis ne voulaient pas déployer en Allemagne : un équivalent européen existe pourtant, produit par le missilier européen MBDA.

Une seconde inquiétude dérive des leçons récentes des guerres en cours. Les États-Unis, Israël, l'Arabie Saoudite, les trois plus grandes puissances engagées dans les conflits au Moyen-Orient, sont en train de subir un échec sévère en Iran, et au Yémen pour ce qui concerne Riyad. Même Donald Trump s'est « étonné » de ne pas voir les Iraniens plier devant la supériorité militaire américaine.

Quant à Israël, sa puissance militaire incontestable n'empêche ni le naufrage moral du pays, ni l'impasse politique régionale dans laquelle il s'enferme. De l'autre côté en Europe, la Russie connaît le même échec de son intervention militaire en Ukraine, après plus de 4 années de guerre et avec une supériorité démographique et militaire russe incontestable. Autrement dit, les milliards des budgets de défense européens ne suffisent pas à protéger l'Europe : sans stratégie de défense commune, sans organisation préalable pour la mettre en œuvre, dans l'Otan ou de façon européenne ad hoc, ces milliards sont peine perdue. Ou peine dangereuse, s'ils ne servent qu'à renationaliser les politiques de défense des États européens : l'Allemagne porte désormais une responsabilité majeure dans l'orientation, nationaliste ou européenne, que prendront ces efforts de réarmement.

L'ultime inquiétude tient aux effets de ces dynamiques militaires sur nos opinions publiques. Celles-ci sont prises entre deux peurs : la menace russe inquiète de plus en plus les populations, parce que Poutine manipule en effet les Européens en multipliant les gestes, incidents, incursions de drones et autres cyberattaques contre l'Europe.

Mais simultanément, les déclarations intempestives et autres pronostics de nos responsables européens sur l'imminence d'une guerre en Europe (d'ici 2030, disent même les Allemands !) terrorisent tout autant nos populations. Résultat ? Ce n'est pas la résilience démocratique qui gagne mais le vote d'extrême droite et pro-russe, en Allemagne et aussi en France.

Trois urgences découlent de ce constat : remettre au cœur du discours européen la défense et l'impératif de dissuasion de la guerre – et non la possibilité ou la préparation d'une guerre ; coordonner les réarmements de chacun au plus haut niveau politique des chefs d'État, avec la Commission comme aiguillon nécessaire ; définir une « stratégie de défense hybride », avec l'Otan si possible, et sans l'Otan si nécessaire.